

7 septembre 2010 06h00 | Par **LAURIE BOSDECHER**

## First dans la confusion

Certains veulent encore se mobiliser pour sauver les emplois de l'usine, d'autres baissent les bras



Hier, les partis de gauche, à l'image du conseiller régional Francis Wilsius, sont venus motiver des salariés désabusés. PHOTO L. THEILLET

Trois ans de lutte et de rebondissements. Et le feuilleton n'est pas fini pour l'ex-usine Ford (rebaptisée First Aquitaine Industries depuis 2009) à Blanquefort. Hier, une trentaine de membres des partis de gauche (PS, PCF, NPA, Europe Écologie, Front de gauche) étaient devant les portillons de l'entrée sud à l'heure de la relève à 14 heures. But de l'opération : tirer la sonnette d'alarme et motiver les salariés pour qu'ils se mobilisent encore pour sauver les emplois. L'avenir du site industriel est à nouveau en péril.

« À quoi ça sert, franchement ? », lance un salarié. « Débrayer, je l'ai fait des dizaines de fois. À force, ça fait beaucoup d'argent perdu pour rien. Qu'on en finisse, qu'ils ferment l'usine. » « Les combats que l'on ne mène ne peuvent être gagnés. Il faut tout essayer », scande Francis Wilsius, l'ex-secrétaire du comité d'entreprise, aujourd'hui conseiller régional.

### Accord de garantie demandé

Mais sur la stratégie à adopter pour les semaines à venir, les avis sont divisés, même au sein des syndicats de l'entreprise. HZ Holding, qui a racheté l'usine à Ford en février 2009, n'a lancé aucun projet de diversification. Le plus ambitieux d'entre eux, la fabrication de grandes couronnes d'éoliennes, vient d'être abandonné.

Le seul client de l'usine, Ford Europe doit cesser ses commandes de

boîtes de vitesse fin 2011. Le constructeur américain est revenu fin août proposer d'autres pistes de diversification pour ses modèles automobiles. Mais elles n'occuperont qu'un peu plus de 200 personnes sur le site de production.

Les syndicats, d'une même voix, demandent à l'ancien propriétaire de reprendre en main l'usine. « Nous avons été rachetés par une coquille vide. Tout le monde s'est fait berner », assène la CGT. Elle souhaite une nouvelle mobilisation des pouvoirs publics locaux pour sauver les 1 600 emplois du site. Elle veut réitérer une manifestation, comme il y a deux ans, au Salon mondial de l'automobile à Paris, le 2 octobre. L'opération avait eu le mérite de débloquent le dossier et de déboucher sur le rachat de l'entreprise alors que l'usine était vouée à la fermeture.

Les autres syndicats, FO, Unsa, CFE-CGC et CFTC, viennent de demander à la direction d'ouvrir des négociations sur un accord de garantie. « Nous sommes pour la sauvegarde de tous les emplois. Mais soyons réalistes, même si Ford reprend l'usine, il n'y aura pas de boulot pour tout le monde. C'est le moment de négocier », relate Éric Troyas, représentant FO.

Hier après-midi, se tenait également un comité d'entreprise extraordinaire en présence du numéro deux de la direction des ressources humaines de Ford Europe, Steve Evison. La CGT a réitéré sa demande de rachat du site par Ford Europe.

« Je suis à la fois scandalisé et déterminé, dit Vincent Feltesse, président de la Communauté urbaine de Bordeaux et maire de Blanquefort (PS). Le projet Atlas (éoliennes) disparaît alors que les collectivités locales s'y étaient beaucoup impliquées. Ford revient sur la pointe des pieds. Dans quel but ? C'est un grand mystère. Mais il ne faut pas lâcher prise. »